

prochaine série de négociations? Quiconque pense cela interprète mal, à mon sens, la réalité des pressions politiques auxquelles ces chefs font face aujourd'hui. Ou trompe délibérément les Canadiens à des fins partisans.

D'aucuns laissent entendre en fait qu'un «non» indiquerait à la classe politique qu'on ne doit pas lui faire confiance en matière de modification de la constitution. La transmission de messages à la classe politique fait partie du jeu impitoyable de la politique électorale, mais le référendum n'est pas une élection. Il y aura assez d'élections et il reste assez de temps pour transmettre des messages à la classe politique qui, en régime démocratique, doit rendre des comptes lors des élections. Tout me laisse croire que les Canadiens prennent très au sérieux le référendum, et je suis convaincu qu'ils ne suivront pas ce conseil.

Ils savent que la question à laquelle ils doivent répondre est trop importante pour être considérée comme un concours de popularité sans signification entre les hommes et les femmes politiques comme certains aimeraient que ce soit le cas.

Il est clair pour moi qu'un «oui» assurerait la stabilité nécessaire pour relever les défis économiques auxquels nous faisons face comme pays. Un «non» est un saut dans l'inconnu. Certains ont dit : «Pourquoi ne pas mettre tout cela de côté pendant 5 ou 10 ans et revoir de nouveau la question à ce moment-là pour s'occuper des problèmes économiques?»

Eh bien, mes amis, je ne crois pas que nous pourrions reporter cette question pendant 5 ou 10 ans encore. Croyez-vous que les tenants d'un sénat triple-E seront heureux de retarder l'échéance de 5 ou 10 ans? Je ne crois pas.

Pensez aux chefs autochtones, qui ont maintenant à portée de la main l'autonomie gouvernementale qu'ils revendiquent depuis cent ans; croyez-vous qu'ils seront contents de repousser l'échéance de 5 ou 10 ans? À leur place, le feriez-vous?

Ou croyez-vous que les séparatistes du Québec abandonneront leur option et diront : «Attendons de voir ce qui arrivera au cours des cinq à dix prochaines années et nous prendrons une décision à ce moment-là.»? Jacques Parizeau a déjà dit qu'il ne le ferait pas.

Nous jouons avec le feu si nous laissons l'incertitude qui règne depuis deux ans empirer — ce qui arrivera si le «non» l'emporte — et si nous croyons que l'économie n'en subira pas le contrecoup.

Par conséquent, je crois que ce référendum porte sur trois choses : l'économie, l'économie et l'économie. Et à mon avis, il